



## Discours de Poutine au Forum économique de Saint-Pétersbourg

De la montée en puissance économique des pays du BRICS à l'érosion de la confiance dans le dollar et l'euro, des plateformes technologiques souveraines à la politique d'investissement régionale, ce discours présente une analyse exhaustive de la vision qu'a le Kremlin de la conjoncture économique mondiale.

*La rédaction*

mer. 17 juin 2026      34 min de lecture

**Note de la rédaction :** Alors que les pays du G7 se réunissent à Évian, notamment pour intensifier la pression sur la Russie, il est intéressant de revenir sur le discours prononcé par Vladimir Poutine lors du récent Forum économique de Saint-Pétersbourg. Il y expose son interprétation des forces sous-jacentes qui redessinent l'ordre économique mondial en faveur des pays du BRICS, ainsi que les trois piliers

qu'il identifie comme les fondements de la souveraineté économique de demain. Les lecteurs pourront juger par eux-mêmes si cette analyse résistera mieux à l'épreuve du temps que la rhétorique et les effets de manche actuellement mis en scène sur les rives du lac Léman.

Source : [en.kremlin.ru](https://en.kremlin.ru), 5 juin 2026.

## Allocution d'ouverture

Bonjour, Mesdames et Messieurs. Monsieur Mirziyoyev. Madame Samia Suluhu Hassan. Monsieur Han Zheng. Mesdames et Messieurs.

C'est un véritable plaisir de voir ici un public aussi distingué. Le président de l'Ouzbékistan et moi-même étions justement en train d'échanger nos impressions. Il a fait remarquer que la salle était comble, ce qui témoigne de l'intérêt que suscite le Forum économique international de Saint-Pétersbourg. Je tiens à souhaiter la bienvenue à tous les participants et invités.

La Russie et Saint-Pétersbourg accueillent une nouvelle fois des dirigeants de grandes entreprises, des chefs d'entreprise et des experts – venus cette année de plus de 130 pays – tous réunis ici pour élargir leurs réseaux professionnels et nouer de nouveaux liens.

Notre hôte a placé la barre haut et défini les thèmes que je vais m'efforcer d'aborder. Mais avant d'entrer dans cette salle, elle a également souligné que, selon elle, l'excellente ambiance qui règne ici était le fruit du travail des organisateurs de l'événement. Je voudrais donc commencer par remercier tous ceux qui ont rendu ce forum possible. Merci beaucoup.

Le caractère unique et attrayant du Forum de Saint-Pétersbourg réside précisément dans la possibilité d'engager un dialogue libre sur des questions qui intéressent les entrepreneurs, des secteurs entiers, voire des pays tout entiers. Nous restons ouverts à tous ceux qui souhaitent s'engager aux côtés de notre pays et sommes prêts à mener une coopération équitable et mutuellement bénéfique. Nous sommes convaincus que cette approche particulière, où les partenaires s'écoutent mutuellement, comprennent les intérêts de leurs partenaires et identifient des solutions communes, représente une voie harmonieuse de développement et permet de relever les défis majeurs auxquels le monde d'aujourd'hui est confronté.

## Un paradigme mondial en mutation

Nous assistons à des bouleversements sur les marchés de l'énergie et à des tensions qui s'exacerbent dans certaines régions, principalement au Moyen-Orient, ainsi qu'à la mise en œuvre de politiques bureaucratiques à courte vue de l'UE, accompagnées d'une rhétorique agressive, qui conduisent l'Europe à continuer de perdre son poids dans l'économie mondiale, tout en sapant la sécurité régionale et mondiale. En réalité, les élites européennes attisent le chaos et tentent d'y entraîner un nombre croissant de pays.

Ces processus ne sont pas apparus spontanément ; ils résultent de la plus grande transformation structurelle que le monde ait connue depuis des décennies. Cette transformation n'est pas une simple transition d'une phase d'un cycle à une autre. Nous assistons à un changement de paradigme du développement mondial.

Je voudrais attirer votre attention sur ce qui a précédé. Pendant des décennies, le modèle de développement mondial s'est articulé autour d'un nombre limité de centres financiers, de solutions technologiques, de pôles d'assurance et de logistique, d'agences de notation et de monnaies de réserve. Ce modèle était présenté comme universel et censé convenir à tous, et surtout comme prétendument neutre. En réalité, cependant, il a été de plus en plus utilisé comme un outil pour exercer une pression politique et favoriser une concurrence déloyale, où les règlements, les technologies, la logistique, voire l'accès à l'information pouvaient être coupés à tout moment afin de punir ceux qui choisissaient d'agir dans leur propre intérêt national. En substance, il s'agissait d'un système de dépendance et d'extraction des ressources délibérément mis en place.

Aujourd'hui, la grande majorité des pays en prend conscience, tout comme les entrepreneurs, les banques, les entreprises industrielles, les agriculteurs et les opérateurs de transport. Il est désormais évident que les plans d'investissement et les initiatives de développement commercial peuvent être exposés à de graves risques lorsque les infrastructures externes dont ils dépendent risquent d'être utilisées à leur encontre. C'est pourquoi les pays commencent à développer leurs propres solutions technologiques, à créer leurs propres voies d'approvisionnement et à mettre en place leurs propres institutions.

La Russie vit ces transformations de plein fouet. Bien que la pression sur notre pays persiste, l'évolution du paysage mondial a également créé une plus grande marge de manœuvre. De nouveaux partenariats voient le jour, de nouvelles solutions financières et technologiques sont mises au point, et l'accès à des marchés prometteurs s'élargit. Dans ce contexte, la Russie considère les changements

mondiaux non seulement comme une source de défis, mais aussi comme une formidable opportunité. Pour tirer le meilleur parti de ces opportunités, nous cherchons à agir rapidement et de manière pragmatique.

Permettez-moi de le répéter : les racines des turbulences mondiales actuelles résident dans la transition en cours d'un modèle vertical et hiérarchique – qui servait principalement les intérêts d'un nombre limité d'États – vers un ordre international bien plus complexe, décentralisé et multipolaire. Qu'est-ce que cela signifie concrètement ? Avant tout, cela signifie que la géographie de la croissance économique est en train de changer, avec l'émergence de nouveaux pôles de développement dans les pays du Sud. Et, chers collègues, comme vous pouvez clairement le constater par vous-mêmes, il ne s'agit pas d'un slogan politique, mais d'une réalité objective. Dans ces pays, la population augmente, la classe moyenne se forme, les capacités industrielles se développent et les marchés intérieurs se renforcent. En conséquence, de nouvelles villes, routes, ports, infrastructures énergétiques et réseaux numériques voient le jour. Parallèlement, ces nations mettent en place leurs propres institutions financières, leurs systèmes éducatifs et leurs centres scientifiques et technologiques.

Dans ce contexte, je tiens à souligner que le monde devient plus équitable lorsque la croissance économique est répartie plus largement et que des opportunités s'offrent à des milliards de personnes qui sont restées longtemps en marge de l'économie mondiale. Il est très important que ces nouveaux pôles de croissance cherchent à tracer leurs propres voies de développement, à accroître leur part dans la création de valeur et à construire leurs propres marques, normes et capacités.

## **Les pays du BRICS dépassent le G7**

Si l'on examine l'évolution du PIB mondial au cours des cinq dernières années, on constate que près de la moitié de sa croissance annuelle, soit 49 %, est le fait des pays du BRICS, tandis que la contribution du « Groupe des Sept » est estimée à 18 %. Pour mettre cela en perspective, entre 2021 et 2025, l'économie mondiale a progressé à un taux annuel moyen de 4,1 %. Sur cette croissance, 2 points de pourcentage ont été générés par les pays du BRICS, contre seulement 0,8 point de pourcentage pour le G7. Aujourd'hui, la part des pays du BRICS dans le PIB mondial, mesurée en parité de pouvoir d'achat, s'élève à environ 40 %, tandis que le chiffre correspondant pour le G7 est inférieur à 29 %. Selon cet indicateur, les pays du BRICS ont dépassé le G7 dès 2020, et l'écart n'a cessé de se creuser depuis lors.

Cette tendance devrait se poursuivre, en faveur des pays du BRICS. La raison est simple : les taux de croissance économique des pays du BRICS sont déjà supérieurs à ceux du G7 et devraient le rester dans les années à venir. D'ici la fin de la décennie actuelle, la croissance économique annuelle des pays du G7 ne devrait pas dépasser 1,5 % en moyenne, tandis que les économies du BRICS devraient croître à un rythme moyen supérieur à 4 %.

Mesdames et Messieurs, chers amis. Ce ne sont pas là des chiffres que nous avons inventés. Ce sont les données du FMI et de la Banque mondiale – des institutions internationales. Elles sont contraintes de reconnaître cette réalité.

Naturellement, les entreprises sont attirées par les régions où la croissance est plus dynamique et où les opportunités d'expansion de la production et des ventes sont plus importantes. En conséquence, le centre de gravité du commerce mondial – et, avec lui, le système financier mondial – continuera de se déplacer. En fait, ce déplacement est déjà en cours, et la tendance devrait se poursuivre.

## **De nouveaux corridors commerciaux au-delà des pôles occidentaux**

Pendant de nombreuses années, les principaux flux de marchandises, de capitaux et d'informations transitaient par un petit nombre de pôles d'infrastructures occidentaux. Même lorsque les marchandises circulaient d'un pays eurasien à un autre, les paiements, la logistique, l'assurance et l'arbitrage s'appuyaient souvent sur des institutions situées dans des pays tiers. Cela engendrait des coûts supplémentaires et favorisait les dépendances politiques.

Aujourd'hui, le commerce international gagne en efficacité, grâce à la multiplication des expéditions directes sans intermédiaires, au développement des paiements en monnaie nationale et à l'ouverture de nouveaux corridors. En Eurasie, il s'agit notamment du corridor Nord-Sud, de la route transarctique et des liaisons traversant la région caspienne, l'Asie centrale, la mer Noire et l'Extrême-Orient. Tous ces projets et axes logistiques constituent des éléments déterminants de l'économie actuelle et, surtout, du développement futur.

Pour vous donner un exemple illustrant que le système commercial mondial cesse d'être centré sur l'Occident, je tiens à souligner ce qui suit. Au cours des 25 dernières années, la part des BRICS dans le commerce mondial de marchandises a plus que doublé. L'année dernière, notre groupe représentait près de 25 % des

exportations mondiales. Cet indicateur continue de croître régulièrement, tout comme les échanges au sein même des BRICS, qui dépassent désormais 1 000 milliards de dollars par an.

Un rôle particulièrement important dans ces processus est joué par ce que l'on pourrait appeler les « pays relais ». Ces pays relient les marchés, les technologies, les flux financiers et les cultures d'entreprise. Leur rôle va bien au-delà du simple transit ou transport à travers un territoire donné. Ce qui importe le plus, c'est leur capacité à garantir la confiance et à fournir une logistique efficace, des mécanismes de paiement fiables, une sécurité juridique et une compatibilité technologique.

Le président de la République d'Ouzbékistan participe à cette table ronde – et je vous invite une nouvelle fois à lui réserver un accueil chaleureux. Merci beaucoup d'être parmi nous aujourd'hui.

Il est à la tête d'un pays qui constitue l'un des pôles de la croissance économique. Sa population connaît une croissance rapide ; les plans industriels sont menés à bien ; ses potentiels agricoles et énergétiques se développent, tout comme son marché intérieur. Parallèlement, l'Ouzbékistan constitue un maillon essentiel entre la Russie, l'Asie centrale et l'Asie du Sud, la Chine et le Moyen-Orient. Il y aura de plus en plus d'exemples de pays dont le développement est renforcé par leurs liens avec d'autres pôles du monde multipolaire émergent, et qui en tirent profit.

Il en va de même pour notre autre invitée, venue de Tanzanie – accueillons-la une nouvelle fois –, qui joue un rôle similaire en Afrique de l'Est. Je voudrais également attirer votre attention sur une autre tendance importante : l'architecture du commerce mondial s'éloigne progressivement des principes qui, à l'origine, soutenaient l'Organisation mondiale du commerce. Depuis le début de ce siècle, le nombre d'accords commerciaux bilatéraux, régionaux et méga-régionaux a presque quadruplé.

Pourquoi cela se produit-il ? L'érosion de l'Organisation mondiale du commerce a été déclenchée par les auteurs mêmes de cette organisation : les nations occidentales, pour être plus précis. Lorsque cela leur était profitable, elles ont promu l'OMC et invité d'autres pays à y adhérer. Mais dès que l'Occident a commencé à perdre dans cette concurrence, les règles commerciales universelles et communes introduites par l'OMC ont perdu tout attrait à leurs yeux. Au lieu de cela, ils ont adopté des restrictions unilatérales et des soi-disant sanctions. Ce faisant, les pays occidentaux ont de fait mis à l'écart les mécanismes de l'Organisation mondiale du commerce et sapé la confiance dans ces institutions. Et lorsque la confiance disparaît et qu'une institution ne fonctionne plus comme

prévu, les entreprises et les gouvernements se mettent inévitablement en quête de solutions alternatives. Ces alternatives prennent la forme d'accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux.

## **Les sanctions et l'érosion de la confiance dans les monnaies de réserve**

Un dernier point. Comme je l'ai déjà souligné, les sanctions et, en substance, le vol des réserves internationales de la Russie ont eu un effet irréversible sur la position des monnaies mondiales, à savoir le dollar américain et l'euro. Il s'agit là d'une réalité objective qui ne peut être ignorée. Aujourd'hui, chaque pays – je tiens à le souligner, chaque pays sans exception – comprend que, tout comme la Russie, il pourrait à tout moment perdre l'accès à des actifs détenus légalement en dollars ou en euros, ainsi qu'aux infrastructures financières et de paiement occidentales.

Nous reconnaissons que cela revient en fin de compte à une question de concurrence déloyale. Les prétextes spécifiques peuvent varier, et on peut toujours en trouver. Dans le cas de la Russie, c'était le conflit en Ukraine. Dans d'autres cas, il peut s'agir des événements au Moyen-Orient, des conflits en Afrique, voire de la position d'un pays sur les questions liées à la communauté LGBT. On peut toujours trouver une justification. Mais le problème sous-jacent reste le même : il s'agit de concurrence déloyale.

Soit dit en passant, la confiance dans l'Occident est également ébranlée par l'état de ses finances publiques, qui se traduit par une dette publique croissante et des déficits budgétaires persistants. En 2025, la dette publique dans la zone euro a atteint 81,7 % du PIB. Les niveaux les plus élevés sont bien connus : la Grèce s'établit à 146 % du PIB, l'Italie à 137 %, la France à 115 % et la Belgique à 108 %. À titre de comparaison, la dette publique de la Russie se maintient à environ 16,4 % du PIB. En effet, lors d'une réunion avec les dirigeants des principales agences de presse hier, certains experts ont avancé le chiffre de 15,8 %. Quoi qu'il en soit, la différence n'est tout simplement pas comparable.

Le déficit budgétaire de l'Union européenne en 2025 s'élevait à 3,1 % du PIB. Les déficits les plus élevés sont enregistrés dans des pays tels que la Pologne (7,3 %), la Belgique (5,2 %), la France (5,1 %) et les États-Unis (5,9 %). En Russie, il est de 2,6 %. Il pourrait augmenter d'ici la fin de cette année, mais je pense qu'il restera tout de même inférieur à celui des autres pays industrialisés.

Une telle situation risque d'entraîner une nouvelle flambée de l'inflation pour les devises occidentales, comme ce fut le cas en 2021–2022, lorsque les prix dans la zone euro et aux États-Unis ont augmenté de 14 % en l'espace de deux ans. De toute évidence, compte tenu des circonstances, les pays du monde entier retirent leurs actifs de l'Occident et se tournent vers les paiements en monnaies nationales, en recourant de plus en plus à des systèmes de paiement alternatifs et en renforçant le rôle des actifs financiers numériques, y compris les monnaies numériques de banque centrale.

Dans ses relations commerciales avec ses principaux partenaires, la Russie utilise les monnaies nationales comme principal moyen de paiement. Ainsi, la part du rouble dans nos transactions à l'exportation s'élève actuellement à 65 %, soit près des deux tiers.

Il est important de noter que le monde a besoin d'une architecture financière moderne, flexible et responsable, sans risques, interdictions ni barrières, mais offrant des incitations au développement souverain. Ses instruments doivent réduire les coûts, accélérer les règlements et élargir l'accès au financement, tout en garantissant, bien sûr, une lutte efficace contre l'évasion fiscale, la fraude et le blanchiment d'argent. Naturellement, ce point doit toujours faire l'objet d'une attention particulière.

## **Intelligence artificielle, systèmes autonomes et solutions basées sur des plateformes**

Passons à la suite. Historiquement, l'Occident a été considéré par les autres pays comme une source de développement technologique, mais nous assistons là aussi à une transformation majeure. Au cours des 25 dernières années, les pays du BRICS ont considérablement accru leurs exportations de haute technologie ; celles-ci représentent désormais plus d'un tiers de l'offre mondiale, ce qui témoigne d'un glissement du leadership technologique à l'échelle mondiale. Ce changement s'opère progressivement, mais il est bien réel.

Par exemple, notre partenaire stratégique, la Chine, détient le plus grand nombre de brevets dans le domaine de l'IA, où la Russie présente également d'excellentes perspectives. Accueillons le vice-président de la République populaire de Chine.

L'Inde, autre partenaire clé, est un acteur de premier plan dans le secteur des technologies de l'information. Elle détient une part significative du marché mondial des logiciels. La Russie occupe des positions solides en matière d'adoption des plateformes numériques, des places de marché en ligne et des solutions financières,

ainsi que dans les services municipaux, la santé et l'éducation, qui améliorent la qualité de vie des populations en Russie et dans des dizaines de pays à travers le monde, où elle rivalise avec succès avec ses homologues étrangers.

Nous sommes également à la pointe dans un domaine complexe tel que l'énergie nucléaire. Plus de 80 % des projets de construction de centrales nucléaires sur le marché mondial sont mis en œuvre avec la participation de Rosatom. Plus de 80 %, c'est un chiffre considérable.

Nous disposons également d'importantes capacités d'ingénierie et technologiques en matière de gestion du bilan hydrique et énergétique, qui revêt une importance croissante en Asie, en Afrique et, en effet, dans le monde entier. Je pense que nos collègues participant à cette table ronde ne peuvent qu'être d'accord avec cela, et ils le sont effectivement.

Il est clair que le progrès technologique est le facteur le plus important de la transformation mondiale. Les experts identifient trois technologies clés d'aujourd'hui et de demain, capables de changer la donne dans la vie des gens, le fonctionnement des entreprises et l'administration publique.

Quelles sont-elles ? Premièrement, l'intelligence artificielle, qui peut traiter des quantités massives de données et prendre les meilleures décisions possibles dans pratiquement tous les domaines. Deuxièmement, les systèmes autonomes, qui augmentent considérablement la productivité et transforment des secteurs entiers de l'économie. Enfin, les solutions basées sur des plateformes, qui permettent aux acteurs du marché d'échanger des informations et de conclure des transactions directement, en temps réel et de manière automatisée.

Selon les prévisions des chercheurs et des spécialistes, les pays ou groupes de pays qui disposeront d'un ensemble complet de technologies propres en matière d'IA, de systèmes autonomes et de plateformes numériques deviendront de puissants pôles de souveraineté dans un monde multipolaire. De plus, sans ces technologies, une véritable souveraineté sera en principe inaccessible.

Il est important de noter que la possession d'une base technologique indépendante est cruciale pour les pays dotés d'une population nombreuse, de vastes territoires et de cultures distinctives. Ces pays ne peuvent se contenter d'être de simples utilisateurs de solutions étrangères, car ils risqueraient alors de devenir les objets du contrôle exercé par des plateformes externes. Et la manière dont ces plateformes sont utilisées est une autre question.

En substance, les grands pays – les véritables civilisations – sont confrontés à un choix historique : soit ils créent leurs propres plateformes et écosystèmes technologiques, soit ils deviennent une périphérie numérique. Il ne faut se faire aucune illusion à ce sujet. Les services étrangers peuvent s'avérer conviviaux au départ, mais avec le temps, le coût d'une telle dépendance finira inévitablement par se faire sentir.

La Russie en a tiré une leçon. Nous avons vu certains fournisseurs de logiciels se retirer du marché, des paiements être bloqués et des ingérences s'ensuivre dans les relations commerciales. C'est pourquoi nous renforcerons nos propres infrastructures critiques et ne coopérerons et ne nous engagerons qu'avec les partenaires qui respectent les obligations réciproques.

Nous avons acquis cette expérience au fil de nombreuses années dans nos relations avec la République populaire de Chine, qui est un véritable partenaire stratégique de la Russie. Notre coopération économique couvre pratiquement tous les domaines, notamment le secteur des hautes technologies, les transports, la construction mécanique et, bien sûr, l'énergie.

## **La course à la souveraineté**

Mes amis, comme je l'ai déjà dit, la position d'un pays dans le système économique mondial et sa prétention au leadership mondial dépendent de sa capacité à garantir sa propre souveraineté. Il n'est pas exagéré de dire que la course à la souveraineté a commencé – et qu'elle s'accélère.

Il ne s'agit pas seulement de résister aux pressions extérieures ou de protéger les intérêts nationaux. Il s'agit également de la qualité de l'État, de l'économie et de la société. La souveraineté signifie être plus fort et, j'insiste, plus avisé : gérer les ressources avec plus de précision et investir plus efficacement, notamment dans le développement technologique.

La véritable souveraineté exige de l'efficacité. Elle n'est pas un passe-droit pour agir à grands frais, lentement ou de manière peu pratique. Au contraire, nous devons agir avec un maximum d'initiative et d'efficacité dans tous les domaines de notre action. Nous devons produire plus rapidement, augmentant ainsi les recettes de l'État, des entreprises et de nos citoyens.

Dans ce contexte tendu et difficile, la Russie continue de renforcer sa souveraineté – non pas en s'isolant, mais en élargissant son cercle de partenaires. Certes, la dynamique économique est actuellement modérée, et nous en discuterons

probablement plus en détail. Mais permettez-moi de vous rappeler la mission confiée au gouvernement : dès l'année prochaine, nous devons retrouver des taux de croissance durables dans l'économie nationale.

Cela ne peut être réalisé qu'à une seule condition : en augmentant les investissements en capital et en lançant un nouveau cycle d'investissement. Entre 2021 et 2024, les investissements en Russie ont augmenté de près de 38 % en termes réels, même si, l'année dernière, ils ont bien sûr connu un recul.

Je tiens à souligner que le lancement d'un nouveau cycle d'investissement est une tâche essentielle pour nos autorités économiques, et que la croissance des investissements est un indicateur crucial de leur efficacité. Il est important que la croissance économique soit équilibrée, soutenue par la demande intérieure, et s'accompagne d'une nouvelle réduction de l'inflation, qui a déjà considérablement ralenti et continue de baisser. Je crois avoir mentionné hier que l'inflation devrait avoisiner les 5,2 % cette année.

Mes collègues et moi-même discutons régulièrement des questions économiques. Je tiens à souligner que la dynamique de la production industrielle, du PIB et de la consommation en Russie est positive. Malgré tous les problèmes, la production industrielle a progressé en avril. Il y aura sans doute des questions à ce sujet aujourd'hui.

Quoi qu'il en soit, la production industrielle dans notre pays a progressé de 1,9 % en avril, y compris dans le secteur manufacturier, qui a enregistré une hausse de 3,1 %. Le commerce de détail a progressé de 6,5 %. Le PIB a augmenté de 1,3 % en avril et de 0,2 % sur la période de janvier à avril.

Que dire de tout cela ? Bien sûr, nous entendons des critiques de toutes parts – selon lesquelles nous aurions perdu notre élan. Oui, mais nous ne sommes retombés qu'au niveau que les pays de la zone euro connaissent depuis quelques années. Et nous sommes désormais en phase de reprise.

Plus important encore, nous avons préservé les fondements de notre politique macroéconomique. Je suis convaincu que cela garantira la poursuite de nos progrès. Ces tendances doivent être consolidées, tandis que la position de notre pays dans le monde et sa souveraineté doivent se renforcer encore davantage.

À cet égard, je voudrais partager quelques réflexions sur le type de souveraineté dont la Russie a besoin. J'ai déjà abordé ce sujet, mais je souhaiterais l'approfondir davantage.

## Les plateformes et l'essor du commerce digital

Premièrement, comme je l'ai souligné précédemment, une économie souveraine repose sur la mise en œuvre complète des technologies et l'utilisation de solutions de pointe qui simplifient les opérations commerciales, automatisent les processus, augmentent la productivité du travail et améliorent l'efficacité globale de l'économie. Cela revêt une importance particulière dans des domaines tels que la défense et la sécurité.

La Russie a réalisé des progrès significatifs dans le développement et l'adoption de plateformes numériques dans tous les secteurs de l'économie. Nous assistons également à une croissance rapide du commerce électronique, qui progresse d'environ 30 % par an. Notre pays figure parmi les leaders mondiaux dans ce domaine. Cela reflète, entre autres, la qualité des solutions russes en matière de plateformes, qui profitent tant aux producteurs nationaux qu'aux fournisseurs étrangers.

J'ai déjà évoqué aujourd'hui nos amis et partenaires de la République d'Ouzbékistan. Permettez-moi de vous donner un exemple. En 2023, la valeur des marchandises ouzbèkes vendues via la plateforme Wildberries s'élevait à 418 millions de dollars. C'était en 2023. En 2025, ce chiffre avait atteint près de 1,5 milliard de dollars, et cette année, il pourrait dépasser les 2 milliards de dollars.

Qu'est-ce que cela signifie concrètement ? Cela signifie que les producteurs d'une large gamme de produits, y compris les petites et moyennes entreprises, bénéficient d'un accès facilité au marché russe grâce à cette plateforme. En réalité, non seulement ils pénètrent le marché russe, mais ils atteignent également des consommateurs dans d'autres pays via notre plateforme. Les volumes augmentent, les entreprises fonctionnent efficacement, les gens perçoivent de bons revenus et les petites et moyennes entreprises se développent avec succès. Tout cela est rendu possible grâce à des systèmes logistiques modernes, les taxes et droits de douane étant dûment acquittés. Nous ne pouvons que nous en réjouir.

En conséquence, le chiffre d'affaires a déjà été multiplié par 3,5 et continue de croître, notamment grâce à l'accès aux consommateurs de l'ensemble de l'Union économique eurasiennne et des pays partenaires, par exemple les marchés en plein essor du continent africain. C'est ce que rend possible l'infrastructure de notre plateforme.

Aujourd'hui, cette plateforme russe offre aux entreprises un accès à près d'un demi-milliard de clients potentiels dans le monde entier, et ce chiffre ne cesse d'augmenter. Ainsi, les solutions de plateformes russes deviennent un véritable

moteur de croissance économique et de développement pour nos partenaires.

Au-delà du commerce, la transition vers un modèle basé sur les plateformes touche le secteur des transports, la finance, la logistique, le tourisme, ainsi que la santé, l'éducation, les médias et d'autres domaines. Bien entendu, nous devons donner un nouvel élan pour évoluer vers une approche fondée sur les plateformes dans le développement de divers secteurs, en introduisant l'intelligence artificielle et les systèmes autonomes.

Nous avons déjà adopté une stratégie nationale pour le développement de l'intelligence artificielle. Je demande au gouvernement d'élaborer des stratégies nationales similaires pour les systèmes autonomes et les plateformes numériques.

Je propose que nous abordions le thème des écosystèmes pour une économie fondée sur les plateformes lors du Forum des technologies du futur, qui devrait se tenir début 2027. Je demande également la création d'un groupe de travail interministériel, placé sous la supervision de l'administration présidentielle, chargé de superviser les préparatifs de ce forum.

## **Salaires, talents et mobilité de la main-d'œuvre**

Le deuxième point que je souhaitais souligner est que les personnes, leurs connaissances, leurs compétences et leur capacité à maîtriser des technologies de pointe, à créer des biens et des services innovants et à façonner des segments de marché entiers – tout cela a une incidence immédiate et déterminante sur la souveraineté, tant aujourd'hui qu'à l'avenir. Il va sans dire que les personnes qui possèdent ces compétences professionnelles doivent recevoir une rémunération adéquate pour leur travail.

Seuls un niveau de vie élevé et des salaires généreux peuvent rendre notre pays compétitif, lui permettre de réussir sur le plan démographique et de disposer d'excellents talents qui puissent avoir confiance en leur carrière professionnelle et en leur avenir.

La Russie affiche l'un des taux de chômage les plus bas parmi les pays industrialisés. Il s'élève à environ 2,2 % de la population active. C'est un résultat très solide par rapport à d'autres pays développés. À titre de comparaison, le Japon se rapproche de nous avec un taux de chômage de 2,5 %, tandis que cet indicateur s'élève à 4,2 % en Inde, à 4,2 % aux États-Unis et à 5,9 % dans la zone euro.

Au cours des cinq dernières années, les salaires dans l'économie russe ont augmenté de plus de 30 % en termes réels. Je parle ici des salaires réels, c'est-à-dire en tenant compte du taux d'inflation. Il s'agit bien sûr d'un taux de croissance élevé.

Permettez-moi de souligner une fois encore que toute nouvelle augmentation des salaires doit être principalement motivée par une meilleure efficacité du travail, ainsi que par une efficacité accrue de la production industrielle, grâce aux solutions technologiques de pointe mises au point par nos excellentes écoles d'ingénieurs.

La mobilité de la main-d'œuvre est une question distincte. Elle consiste à permettre aux spécialistes de trouver des emplois pertinents et bien rémunérés au sein de nouvelles entreprises situées dans d'autres régions du pays qui ont davantage besoin de talents que d'autres, tandis que leurs entreprises appartiennent à des secteurs stratégiques émergents engagés dans la fabrication de produits à forte valeur ajoutée.

Comme vous le savez, les jeunes diplômés ou en fin de cursus dans les universités et autres établissements d'enseignement supérieur sont plus enclins que quiconque à se déplacer à travers le pays. Afin de leur donner les moyens de démarrer leur carrière professionnelle, nous avons convenu d'adopter des lois régissant les stages en imposant des obligations aux employeurs. Nous avons également convenu de mettre à jour le contrat d'apprentissage afin qu'il corresponde à la réalité actuelle.

Je sais que les amendements au Code du travail ont été rédigés. Je demande au gouvernement et à la Douma d'État de les adopter plus rapidement.

## **Développement régional et climat d'investissement**

Troisièmement, il est évident que la souveraineté d'une nation aussi vaste que la Russie ne se définit pas uniquement par la puissance de sa capitale ou de quelques grands centres industriels. Il est essentiel que chaque région attire des investissements, crée des emplois de qualité et développe à la fois ses capacités de production et son environnement urbain.

Des stands d'exposition ont été installés au forum, où les entités constitutives de la Fédération présentent leurs atouts, leurs réalisations et leurs projets d'avenir, tout en dialoguant avec les investisseurs et les entreprises souhaitant pénétrer leurs marchés. Je suis convaincu que les participants à notre table ronde, ainsi que nos invités, ont déjà pu constater cette riche diversité des régions russes et ont eu l'occasion de se familiariser avec elles.

Toutefois, conformément à la tradition, le forum est également l'occasion d'annoncer les résultats du classement national du climat d'investissement dans les entités constitutives de la Fédération de Russie. Cette année, les premières places sont occupées par Moscou, les républiques du Tatarstan et du Bachkortostan, ainsi que les régions de Nijni Novgorod et de Moscou. Saint-Pétersbourg et la région de Sakhaline ont fait leur entrée dans le peloton de tête pour la première fois. Parmi les régions affichant la croissance la plus soutenue figurent les régions autonomes de Khanty-Mansi et de Yamalo-Nenets, les régions d'Omsk, de Vladimir et de Volgograd, ainsi que les territoires de Krasnodar et de Primorié.

Je félicite mes collègues pour ces résultats.

Nous continuerons à apporter une aide financière aux régions dans ce domaine, notamment par le biais de prêts budgétaires destinés aux infrastructures. Au cours des quatre dernières années, plus d'un milliard de roubles ont été alloués aux régions grâce à ce mécanisme. D'ici 2030, nous prévoyons d'allouer 750 milliards supplémentaires.

Parallèlement, nous annulons la dette des régions liée aux prêts budgétaires : au cours des deux dernières années, cela a représenté près de 440 milliards de roubles, et cette année, nous reporterons le remboursement de cette dette à hauteur de 100 milliards de roubles supplémentaires. Ces fonds ainsi libérés pourront également être affectés par les régions à des projets de développement.

Permettez-moi d'ajouter qu'à partir de cette année, le classement national du climat d'investissement comprend également un nouvel élément. Celui-ci concerne la réduction du cycle d'investissement et de construction pour les sites du patrimoine culturel : demeures historiques, domaines et bâtiments. L'objectif est d'accélérer leur restauration, de les remettre en circulation économique et de les rendre accessibles au public. Cela concerne tout particulièrement les villes de Russie centrale, ainsi que nos destinations touristiques, notamment celles situées le long du célèbre « Anneau d'or ».

Je tiens à saluer les régions de Iaroslavl, Nijni Novgorod, Lipetsk et Novgorod, ainsi que le Tatarstan, pour leur travail fructueux en faveur des sites du patrimoine culturel. J'espère que d'autres régions suivront leur exemple. Il est essentiel d'associer des partenaires commerciaux stratégiques aux efforts de restauration des sites du patrimoine culturel et aux initiatives de développement régional en général. Je fais ici référence à nos grandes sociétés et entreprises qui jouent un rôle déterminant dans l'économie des régions concernées.

La décision a été prise de mettre en place des mécanismes permettant à ces entreprises du secteur de la construction de contribuer au développement des infrastructures sociales. Cela inclut les crèches, les écoles, les hôpitaux et les centres de soins ambulatoires. Je vous demande de mener à bien ce travail dans les meilleurs délais.

À ce stade, permettez-moi également de vous rappeler que nous avons conclu un accord visant à transférer de grandes entreprises et sociétés d'État de Moscou vers les régions afin de libérer de l'espace dans la capitale et de créer un moteur de développement régional en permettant aux budgets régionaux de générer davantage de recettes et de créer de nouveaux emplois. Monsieur Sobianine, Moscou a également tout à gagner de cette initiative.

RusHydro et la banque PSB constituent tous deux des exemples positifs de sociétés ayant déménagé. La United Engine Corporation a adopté les résolutions correspondantes, et des décisions similaires sont sur le point d'être prises par le groupe des Chemins de fer russes, ainsi que par d'autres structures impliquées dans la construction ferroviaire. Je comprends qu'il n'est pas facile de changer le lieu d'implantation d'une entreprise, mais nous devons intensifier ces efforts.

Par ailleurs, dans le monde d'aujourd'hui, les entreprises ne se contentent plus d'étendre leurs activités et contribuent souvent à façonner leur environnement d'exploitation. Un environnement urbain à taille humaine se développe autour d'elles, et parfois même des communautés entières, qui offrent un plus grand confort et sont attractives. Nous disposons déjà d'exemples de ce type.

Je pense qu'il serait judicieux de soutenir les approches innovantes des investisseurs privés et de leur permettre d'être plus créatifs, comme on dit, en recourant à de nouvelles solutions dans leurs activités économiques et leurs projets de construction. Cela peut se faire en mettant en place des cadres juridiques spécifiques alliant investissements dans les hautes technologies, tourisme, culture, créativité et identités locales.

En outre, nous devons encourager l'investissement collectif dans des projets visant à développer les espaces urbains. Cela implique des mécanismes permettant la participation citoyenne au développement de la région ou de la communauté d'origine, en investissant pour en améliorer l'aspect. Je demande au gouvernement de collaborer avec les institutions de développement et l'Agence pour les initiatives stratégiques afin d'élaborer ces réglementations.

## Soutenir l'entreprise privée et les PME

Ensuite. Une économie forte, souveraine et dynamique passe par la promotion de l'initiative privée, car ce sont les entrepreneurs et les entreprises qui identifient et créent des niches de marché, produisent des biens et des services, et stimulent l'emploi. La prévisibilité et la stabilité du climat d'investissement sont essentielles à une activité économique soutenue. Les entreprises doivent avoir une vision claire du système fiscal, des droits de douane, de la réglementation, des mesures et mécanismes de soutien public, ainsi que, de manière générale, des conditions d'exploitation pour les nombreuses années à venir.

Nous avons déjà procédé à des ajustements supplémentaires du système fiscal et mis en place une série de mesures de soutien à l'investissement tant au niveau fédéral que régional. En collaboration avec le monde des affaires, nous avons élaboré un modèle national d'environnement des affaires ciblé. Il s'agit notamment de mesures spécifiques visant à simplifier l'enregistrement des entreprises et le dépôt des déclarations fiscales. Ces efforts doivent bien sûr se poursuivre ; l'accès aux infrastructures doit être facilité, l'efficacité de l'application de la loi améliorée, etc.

Je tiens à souligner une fois encore qu'il est essentiel que ce modèle national produise des résultats concrets pour les entreprises et les entrepreneurs.

Par ailleurs, je voudrais dire quelques mots sur le travail systématique mené en faveur des petites et moyennes entreprises.

Beaucoup a déjà été fait pour permettre aux personnes ambitieuses et entreprenantes de créer facilement leur propre entreprise, de lancer une production et de fournir au public des services très demandés. Cependant, lorsqu'une entreprise grandit et se développe, des problèmes organisationnels et des coûts financiers supplémentaires apparaissent parfois, et tous les entrepreneurs ne sont pas prêts à y faire face. Nous devons réduire ces coûts au minimum et assurer une transition en douceur de l'entreprise vers une catégorie supérieure, notamment grâce à des solutions numériques prêtes à l'emploi ou à un accompagnement personnalisé.

Je demande au gouvernement, en collaboration avec la VEB et, bien sûr, avec les associations professionnelles, d'élaborer un projet visant à assurer une transition en douceur dans le développement et la croissance des entreprises, qui couvrira toutes les étapes : du travail indépendant à l'entrepreneuriat individuel, puis à la création d'une société bénéficiant de tous les avantages de la gouvernance d'entreprise. Dans ce cadre, il est nécessaire de prendre en compte la transition de l'économie vers un modèle de plateforme.

Par ailleurs, j'attire votre attention sur un sujet qui, je le sais, a également été au cœur des discussions : à compter de cette année, le seuil de chiffre d'affaires pour bénéficier du régime fiscal simplifié a été abaissé. Il s'élève désormais à 20 millions de roubles ; l'année prochaine, il devrait passer à 15 millions, puis à 10 millions l'année suivante. Nous avons discuté de cette question en détail avec les représentants du monde des affaires et avec le Premier ministre.

Je voudrais faire la remarque suivante. Je pense qu'il est possible de reporter la poursuite de l'abaissement du seuil de chiffre d'affaires. Je savais qu'il y aurait inévitablement une réaction de l'auditoire à ce stade. Et ce seuil devrait rester au niveau actuel. Je ne vous donnerai pas de date butoir, mais plus cela durera, mieux ce sera. Je demande au gouvernement, en collaboration avec les députés de la Douma d'État, d'apporter les modifications nécessaires.

Je propose également que nous envisagions, en collaboration avec les représentants des associations professionnelles, d'introduire des conditions préférentielles et plus favorables pour les petites et moyennes entreprises du secteur manufacturier. Je pense que cela aura un impact positif sur la création d'un environnement des affaires plus équitable et plus compétitif. L'objectif consistant à sortir davantage l'économie de l'ombre a été fixé, et nous continuerons à avancer résolument dans cette direction.

## **Conclusions : infrastructures et coopération internationale**

Enfin, pour conclure, je tiens à souligner une fois encore qu'un pays fort et souverain ne peut pas être isolé. Comme je l'ai dit à maintes reprises, l'expérience récente a démontré que nous devons produire localement les biens essentiels et renforcer les infrastructures indispensables à la sécurité nationale, au développement des entreprises et à l'amélioration de la qualité de vie de nos citoyens. Parallèlement, nous devons continuer à renforcer nos liens avec nos partenaires étrangers, à élargir notre coopération et à promouvoir les projets transfrontaliers.

Naturellement, nous poursuivrons la mise en œuvre de plans visant à accroître la capacité de nos réseaux routiers et ferroviaires, notamment par le développement d'un réseau ferroviaire à grande vitesse reposant sur des technologies nationales. Comme chacun le sait, le projet pilote dans ce domaine est la ligne ferroviaire à grande vitesse Moscou–Saint-Pétersbourg.

Je fais également référence à l'augmentation de la capacité des ports maritimes et au développement du corridor de transport transarctique en tant qu'artère majeure du transport mondial. Nous continuerons à développer nos flottes marchandes et de brise-glaces, en construisant des pétroliers et des navires de différentes classes. Notre objectif est de figurer parmi les dix premiers pays au monde en termes de tonnage total en port en lourd de la flotte marchande nationale.

Je voudrais demander au gouvernement et au ministère des Transports de poursuivre leurs efforts pour renforcer l'attractivité et la compétitivité du pavillon commercial russe.

Une infrastructure nationale solide en matière de logistique, de production, de technologie et de finance, associée à un environnement des affaires prévisible et au développement du capital humain, constitue de puissants avantages concurrentiels dans l'économie mondiale. Tels sont les fondements d'une coopération fructueuse avec les pays et les investisseurs intéressés par un partenariat, ceux qui cherchent à nouer avec nous des alliances mutuellement bénéfiques, à investir en Russie et dans des coentreprises, et à inviter des entreprises russes à participer à des projets communs.

Je suis convaincu que des événements tels que le Forum économique international de Saint-Petersbourg apportent une contribution significative à cet effort vaste et important et nous aident tous à remporter de nouveaux succès dans la promotion de la prospérité et du bien-être de nos pays et de nos peuples.

Je vous remercie de votre attention.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Discours Poutine, Vladimir Russie BRICS G7